

Discours de Michel Jobert (Washington, 11 février 1974)

Légende: Le 11 février 1974, lors de la Conférence sur l'énergie à Washington, Michel Jobert, ministre français des Affaires étrangères, exprime son souhait d'un consensus international sur l'organisation des rapports entre les pays importateurs et exportateurs de pétrole.

Source: La politique étrangère de la France. Textes et documents. dir. de publ. Ministère des Affaires étrangères. 1er semestre 1974-Novembre 1974. Paris: La Documentation Française. "Discours prononcé par M. Jobert, ministre des Affaires étrangères, à la Conférence ministérielle de Washington, 11 février 1974", p. 82-86.

Copyright: (c) La Documentation française

URL: http://www.cvce.eu/obj/discours_de_michel_jobert_washington_11_fevrier_1974-fr-312cce20-e446-406a-9ce9-f4305a0341cb.html

Date de dernière mise à jour: 16/03/2015

Discours de Michel Jobert (Washington, 11 février 1974)

Monsieur le président,

Notre collègue, le ministre des Affaires étrangères du Royaume-Uni, a raison de dire que sur l'affaire qui nous concerne, plane encore l'ombre mal dessinée d'un règlement du conflit du Proche-Orient. Ce règlement, Monsieur le secrétaire d'Etat, vous le recherchez dans des conditions difficiles, avec opiniâtreté et talent, et je ne veux pas laisser passer cette occasion de vous le dire.

Nous devons quand même remarquer que le problème de l'énergie est né bien avant cette crise du Proche-Orient, il y a bien des années. Nous nous trouvons dans des conditions particulièrement brusques et difficiles et obligés de trouver une solution, et si nous ne la trouvons pas de nous-mêmes, elle se formulera d'elle-même.

Puisque nous sommes ici, je crois que nous nous devons les uns et les autres de nous dire ce que nous avons dans l'esprit, de nous expliquer notre comportement et ses raisons, avec amitié et sincérité.

Votre gouvernement a bien voulu inviter une conférence réunissant quelques pays industrialisés, consommateurs d'énergie, à cet instant difficile de la vie internationale. Certains d'entre les pays invités sont aussi d'importants producteurs. En prenant cette décision, votre gouvernement a pris une responsabilité et je comprends qu'il souhaite la mener aussi loin que possible.

Mon gouvernement n'a pas été en mesure de répondre à cette invitation tout de suite. L'invitation du gouvernement américain était adressée à la fois aux pays membres du Comité à haut niveau du pétrole de l'OCDE, dont plusieurs pays de la Communauté économique européenne font partie, et à la Communauté elle-même. Depuis lors, elle a été étendue à l'ensemble des pays membres de la Communauté.

C'est donc à la Communauté et à ses membres que vous vous adressez. Nous nous sommes donc souciés d'abord de savoir quelle serait la réponse de la Communauté et des Etats, non seulement dans la forme mais aussi et surtout sur le fond, alors que des documents et des déclarations publiques paraissaient, jour après jour, et précisaient l'esprit dans lequel cette invitation était formulée et les buts qui lui étaient assignés.

Vous nous invitiez en quelque sorte à réfléchir. Nous l'avons fait avec nos partenaires de la Communauté, et nous avons abouti à des conclusions communes, à un mandat commun. Nous ne pouvions pas venir en ordre dispersé - notre participation individuelle n'aurait pas eu de sens - mais nous pouvions exprimer un point de vue européen. C'est chose faite. M. Scheel, avec ses responsabilités de président, vous en a indiqué les grandes lignes. Il n'est pas entré dans le détail, et c'est pourquoi, à la suite de quelques uns de mes collègues, je vous demande la permission d'ajouter les remarques suivantes.

1. Nous sommes certes tout à fait disposés à participer ici à un échange de vues sur divers aspects des problèmes de l'énergie, mais nous ne devons pas postuler pour autrui, c'est-à-dire traiter de questions qui ne relèvent pas de notre seule volonté qui est celle de quelques pays consommateurs fortement industrialisés. Nous ne devons pas, aux yeux du monde entier, chercher à définir seuls un « nouveau cours », qui mènerait fatalement à une confrontation ou à un affrontement avec les pays producteurs et peut-être avec l'ensemble des pays sous-développés.

Ne cherchons donc pas à établir ou à imposer un nouvel ordre énergétique mondial! J'irai même plus loin. N'invitons pas une conférence pour d'autres. Ce serait à mon sens, une imprudence dont nous ne serions pas récompensés.

Nous serons pourtant soupçonnés, du seul fait que cette conférence se tient dans le cadre limité que j'ai indiqué. Ce soupçon serait fondé si nous cherchions à institutionnaliser de quelque façon que ce soit le groupement de pays consommateurs développés que nous formons, indépendamment des pays consommateurs en voie de développement et des pays producteurs.

La France, pour sa part, ne saurait cautionner une organisation de ce genre, qu'il s'agisse de groupes de travail, d'un groupe d'action ou de coordination ou de conférences plus ou moins périodiques dans la formation que nous connaissons aujourd'hui. Et notre collègue, M. Schmidt, qui n'a pas eu l'avantage, ou le désavantage, de participer à nos travaux de Bruxelles est allé au-delà de ce que nous étions convenu.

2. Nous considérons qu'il importe d'engager le dialogue et de développer la coopération entre pays producteurs et pays consommateurs, sans distinction. A cette fin, tous les contacts bilatéraux et multilatéraux nous paraissent utiles et j'ai prononcé les mots: contacts bilatéraux. On en parle beaucoup dans la presse ici. Et pendant que j'écoutais, ce matin, avec intérêt, est arrivée une dépêche de presse, en provenance du Japon, qui indiquait que sept pays, je n'aurai pas la cruauté de les nommer, recherchaient des accords bilatéraux et y arrivaient. D'ailleurs cette liste ne m'a pas paru complète.

Vous savez que je reviens de deux tournées au Proche-Orient. J'y ai recueilli une moisson d'information. Ceux qui veulent donner des leçons de morale ne devraient pas s'exprimer avec trop de précision, car leurs arguments peuvent être retournés et, comme ils se placent sur le plan moral, ce retournement risque d'être cruel. Par contre, on devrait s'interroger sur les raisons pour lesquelles un certain nombre de pays recherchent des accords bilatéraux. Je dirais, qu'à partir du moment où une certaine quantité de pétrole est libérée de l'emprise des sociétés pétrolières, et lorsqu'un certain nombre d'Etats ont retrouvé la liberté dans le domaine de la production, je ne vois pas en quoi les accords bilatéraux pourraient être répréhensibles et mettraient en cause je ne sais quelle cohésion mondiale. Si on veut faire autre chose, qu'on en prenne les moyens. Que les sociétés veuillent bien répondre aux offres qui leur sont faites par ces pays qui, n'ayant pas de réponse, sont obligés de s'y prendre autrement. Mais on ne peut pas se plaindre à la fois de ce qui se passe et ne pas faire en sorte que cela ne se passe autrement. Il ne suffit pas de dire que ce n'est pas tolérable. Je souhaite une analyse plus profonde, plus décisive, et plus constructive de ce problème.

Ainsi la coopération sous toutes ses formes entre l'Europe et les pays producteurs, notamment arabes, paraît répondre à la situation particulière dans laquelle nous nous trouvons, en tenant compte des changements intervenus dans les relations entre pays consommateurs et pays producteurs et en tenant compte aussi des intérêts mutuels de toutes les parties. Nous sortons d'un grand confort. Nous vivons dans l'inconfort. Que ceux qui sont dans le confort le comprennent.

Permettez-moi de rappeler que les chefs d'Etat ou de gouvernement européens ont confirmé en décembre dernier à Copenhague, « l'importance qu'ils attachent à l'ouverture avec les pays producteurs de pétrole, de négociations sur un régime global comprenant une coopération étendue en vue du développement économique et industriel de ces pays, des investissements industriels et un approvisionnement stable des pays membres en énergie à des prix raisonnables ». Nous considérons par conséquent qu'il n'est pas souhaitable d'envisager ou d'établir un système de consultations préalables avec les autres grandes entités consommatrices sur ces questions. Si on a voulu réunir les grands consommateurs, convenons qu'il en manque, et de taille.

Mais il est clair qu'une information souple pourrait être éventuellement envisagée entre nous, par exemple dans le cadre de l'OCDE. Nous l'avons dit publiquement. Je l'ai écrit aux uns et aux autres, ceci me paraît la meilleure solution de nos problèmes actuels.

3. En ce qui concerne les problèmes économiques et monétaires résultant pour les participants à cette conférence de la nouvelle situation pétrolière, nous considérons qu'il n'y a pas de raison qu'ils ne continuent pas à être traités dans le cadre de ces institutions internationales existantes dont ils relèvent normalement, tels l'OCDE ou le FMI qui ont aussi dans ce domaine une expérience utile. Il ne s'agit donc pas, à notre point de vue, d'en traiter ici à la hâte ni de déposséder le Comité des Vingt qui se meut dans un cadre plus normal et avec les principaux intéressés.

Je crois devoir ajouter que les difficultés économiques et monétaires dues à la hausse du prix du pétrole affectent de façon particulièrement grave les pays consommateurs en voie de développement et qu'une amélioration ne peut être véritablement dégagée sans qu'ils participent pleinement.

- C'est donc d'une part au sein de l'OCDE où siègent les principaux pays industrialisés, que doivent être étudiées les conséquences économiques de la hausse du pétrole brut, notamment sur la croissance des économies nationales, ainsi que sur le développement de l'inflation. Les excellentes procédures d'information réciproque et de concertation, dans cette organisation, devraient faciliter la recherche et la mise en œuvre de politiques nationales compatibles entre elles. C'est d'autre part dans le cadre du Fonds monétaire international que doivent être abordés les conséquences de la crise énergétique sur les relations monétaires mondiales et les questions soulevées par le recyclage des capitaux de certains pays producteurs de pétrole. Lisant les dépêches de presse, j'ai vu ce matin, qu'un important dirigeant d'un important pays producteur faisait des propositions en ce domaine.

- Enfin, des réunions appropriées groupant l'ensemble des pays consommateurs et des pays producteurs devraient rechercher et alléger les difficultés des uns et des autres, ces difficultés qui, comme je viens de le dire, affectent tout spécialement les pays consommateurs pauvres. Ayant dit cela, vous comprendrez que je vous fasse remarquer que ma délégation n'est pas accompagnée de prestigieux experts monétaires aptes à discuter, avec le talent que j'ai noté ici, de ces problèmes.

4. Comme vous l'avez vous-même souligné dans le discours que vous avez prononcé à Londres au mois de décembre dernier devant la société des « Pilgrims », l'Europe et le Japon se trouvent dans une situation différente et désavantageuse par rapport aux Etats-Unis.

- Aujourd'hui l'Europe et le Japon importent la majeure partie de leur énergie et la quasi totalité de leur pétrole alors que les Etats-Unis n'importent qu'environ 15% de leur approvisionnement énergétique, et j'ai dit tout à l'heure qu'ils étaient le principal producteur de pétrole. Quant au charbon, on sait que les réserves des Etats-Unis sont immenses; aussi bien devons nous constater que nous tenons ici une réunion amicale avec le principal pays producteur et consommateur du monde. D'ailleurs, si l'on fait une analyse plus fine, les pays consommateurs rassemblés ici comprennent la Norvège, le Canada, la Grande-Bretagne, les Pays-Bas qui sont des producteurs. Il s'agit donc d'une Conférence mélangée où les intérêts des uns et des autres ne coïncident pas forcément. Il importe peut-être de les faire coïncider. C'est le but que nous nous proposons.

Loin de tirer la conclusion que l'Europe ne peut rien faire, la Conférence de Washington doit prendre conscience de la personnalité et du rôle de l'Europe: nous nous proposons, je viens de le dire, d'établir une coopération réelle avec les pays producteurs de pétrole, notamment arabes.

Nous sommes prêts d'autre part à nous engager dans une concertation et une coopération dont le cadre normal devrait être celui de l'OCDE. Ces travaux, susceptibles dans notre esprit de s'étendre aux différents pays industrialisés, porteraient sur: les moyens de réduire durablement la consommation d'énergie; la coopération technologique pour accroître l'offre d'énergie conventionnelle ou nouvelle; les programmes de production énergétique des pays membres de l'OCDE et avant tout de l'Amérique du Nord, qui dispose d'immenses ressources propres et dont la position sera déterminante pour l'équilibre du bilan énergétique des années 1980.

M. le secrétaire d'Etat Kissinger nous a dit ce matin que son gouvernement était disposé à faire des propositions spécifiques de coopération en matière de recherche et de technologie ainsi que de développement de nouvelles sources d'énergie. Nous aimerions en savoir plus, avant de pouvoir nous prononcer. Nous aimerions notamment savoir si cette offre est conditionnée sur le plan concret par l'acceptation du cadre, pour ne pas dire de l'organisation, qui nous est proposé. J'ai fait cette remarque parce qu'ayant lu quelques papiers en arrivant ici, j'ai parcouru une importante déclaration faite au Sénat par un important sénateur, et je prends la liberté d'en citer quelques paragraphes. Pourquoi? Parce que ce texte dit éloquentement ce que je pense, et pose les questions auxquelles il faut répondre. En Europe, nous avons pris l'habitude d'attacher de l'importance à ce qui est dit au Sénat américain. Il est normal de rendre hommage à cette haute assemblée. Je vais parler en anglais parce que je ne voudrais pas trahir la pensée de l'orateur par une mauvaise traduction. Je vais citer cinq extraits, dans l'esprit que j'avais indiqué, qui est de clarté et d'amitié.

Première citation:

"In the month since the president issued invitations to the conference, evidence has mounted of sharp divergency between the aims of the United States and those of our Canadian, European and Japanese allies. Officials here informed the Canadian Energy Minister last week that our main objective is to weld a common front against high oil prices-even to roll them back."

Deuxième citation:

"But there can be little hope of the Foreign Ministers agreeing to even a policy of mutual restraint unless America's own practices are coordinated with our rhetoric about international cooperation. As host to the Conference-and as the most powerful and temporarily best-placed of the consumer nations-we have a special responsibility to set an example others cant rust and follow.

"Until now, we have been preoccupied and uncertain, substituting contradictory expedients for coherent policy. In the style of our diplomacy and the substance of our action, we have undercut our sincere calls for concerted action with postures that serve narrow, nationalistic goals."

Vous ne m'en voudrez pas, je l'espère, Monsieur le secrétaire d'Etat, d'évoquer à ce propos un document public plus prestigieux encore, puisqu'il s'agit d'une déclaration qui indique dans quel esprit cette recherche de l'indépendance énergétique est poursuivie.

Troisième citation:

"If we mean to go it alone-the message France has already read from the present shape of Project Independence-we cannot realistically expect others to honor our calls for concerted action."

Quatrième citation:

"Are we thinking of pooling our domestic energy supplies-now inadequate for our own needs-with those of other nations even more dependant than we on imported fuel? If such sacrifices are under consideration, the American people should be told of them. They have not been. Project Independence points in a much different direction, and the emphasis we have given it must surely make our allies question our willingness to consider even emergency fuel sharing proposals."

Et j'ajouterai un commentaire à cela. Le gouvernement des Etats-Unis, s'il souhaite faire ce que l'éminent sénateur propose, a-t-il la possibilité constitutionnelle de le faire?

Dernière citation:

"The Common Market position-avoidance of confrontation and promotion of the role of both the producing and developing countries in reinforcing international cooperation-appears to offer a more hopeful, although far more complex approach."

Vous voyez, Monsieur le secrétaire d'Etat, que je suis équitable. Il y a des difficultés et je les rappelle.

J'arrive au terme de mes remarques générales.

5. Nous devons rechercher un consensus mondial sur l'organisation des rapports entre pays importateurs et exportateurs d'énergie. A notre avis, ceci ne peut se faire utilement que dans une conférence placée sous les auspices des Nations-Unies, cadre dans lequel tous les pays peuvent faire valoir leurs intérêts et leur point de vue sur les problèmes énergétiques.

Les raisons qui ont conduit la France à marquer la compétence des Nations Unies pour connaître de la crise de l'énergie, n'ont perdu ni leur valeur ni leur actualité, si j'en juge par les appréhensions que la réunion à

laquelle nous participons aujourd'hui a suscitées dans divers pays en voie de développement. Je sais bien que les confidences diffèrent. Mais il y a aussi les lendemains des confidences et les lendemains des conférences. Pour notre conférence, le prochain lendemain est Tripoli, jeudi prochain.

La nécessité d'une telle concertation entre toutes les catégories d'Etats intéressés, consommateurs industrialisés, producteurs, consommateurs en voie de développement, paraît, à moi du moins, éclatante. En différer la mise en œuvre jusqu'à un règlement d'apparence serait nous acheminer inéluctablement vers une confrontation et vers des solutions imposées par les uns et subies par les autres. Nous savons tous très bien que rien de durable ne peut être accompli dans la contrainte ou les clameurs.

La suggestion que nous avons présentée ne fait que prolonger sur le plan mondial toute une série d'initiatives analogues prises sur le plan régional, par des organismes internationaux appartenant ou non à la famille des Nations Unies.

Quant à l'initiative algérienne, si son objectif est plus vaste que celui que nous avons nous-mêmes envisagé puisqu'il englobe toutes les questions se rapportant aux matières premières, elle ne nous paraît pas pour autant incompatible avec notre propre proposition. Il existe entre l'énergie et les matières premières des liens qu'il serait vain de nier. Il est non moins évident que la mutation que connaît actuellement le monde en matière d'énergie va modifier les échanges entre pays industrialisés et pays en voie de développement et donner naissance à de nouvelles formes de coopération économique, financière et technique. Aussi la réalisation de notre projet doit-elle pouvoir logiquement s'inscrire, avec le degré d'urgence qui convient, dans ce réexamen d'ensemble et suivant les procédures appropriées dans cette démarche générale proposée par l'Algérie.

Nous sommes certes heureux, aujourd'hui, d'échanger des idées et je dois dire que les exposés de MM. Simon et Shultz m'ont paru très intéressants et apportent à nos réflexions une contribution très utile. Mais notre réunion ne peut trancher que des questions qui sont du seul ressort des Etats ou groupes d'Etats participants et ne saurait aboutir à institutionnaliser le groupement de consommateurs riches que nous formons, groupe un peu bâtard, je l'ai indiqué, indépendamment des pays en voie de développement et des pays producteurs, même pour un objet limité.

Ce que je voulais dire, en conclusion, c'est qu'il importe de réussir et pour réussir, il faut choisir le meilleur moyen. Je tiens aux idées que j'ai exposées. Je les ai trouvées largement partagées par nos collègues de la CEE et c'est pourquoi je ne les crois ni déficientes, ni mal orientées.

Et je terminerai par une allusion à ce qu'a dit M. Schmidt quand il déclarait qu'il ne fallait pas que chacun cherche à sauver sa peau. Certes, quand tout va bien, les démarches sont aimables et tout à fait élégantes. Mais quand tout va mal, chacun cherche à sauver sa peau. Je n'ai rien contre cela. Mais nous n'avons pas tous la même peau. Certains l'ont bien tendue et luisante, d'autres l'ont maigre et s'inquiètent de la nourriture du lendemain. Tenons-en compte avant de prononcer des condamnations d'ordre moral qui n'ont aucune place ici dans le travail que nous devons faire ensemble.